Le processus de rachat des captifs dans la Régence de Tripoli de Barbarie au XVIII^e siècle

Amna Abidi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/508>

DOI : 10.4000/abpo.508

ISBN : 978-2-7535-1515-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2009

Pagination : 161-180

ISBN : 978-2-7535-1008-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Amna Abidi, « Le processus de rachat des captifs dans la Régence de Tripoli de Barbarie au XVIII^e siècle », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 116-3 | 2009, mis en ligne le 30 octobre 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/508> ; DOI : 10.4000/abpo.508

Le processus de rachat des captifs dans la Régence de Tripoli de Barbarie au XVIII^e siècle

Amna Abidi

Doctorante

Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)

L'étude des captifs chrétiens dans la Régence de Tripoli de la fin du XVII^e jusqu'à la fin du XVIII^e siècle doit s'inscrire dans le cadre plus global de la recherche sur l'histoire de l'esclavage en Méditerranée. On parle à ce propos de « captif » ou encore d'« esclave », puisque dans nos sources nous sommes confrontés à des hommes, des femmes et parfois même des enfants qu'on libère de leur « esclavage », mais aussi – et le terme apparaît assez souvent pour la fin du XVIII^e siècle – de leur « captivité ». Retenons donc le terme de « captif » car les individus dont nous traitons sont des « esclaves provisoires » ; ce sont aussi les seuls que l'on peut compter¹. Ces chrétiens délivrés de leur servitude apparaissent dans les contrats de rachat recopiés dans les registres de la chancellerie des consulats français dans les régences². Evidemment un captif ignore s'il sera un jour délivré de

1. KAISER, Wolfgang, « Négociier la liberté. Missions françaises pour l'échange et le rachat de captifs au Maghreb (XVII^e siècle) », dans MOATTI, Claudia (dir.), *La Mobilité des personnes en Méditerranée de l'Antiquité à l'époque moderne : procédure de contrôle et documents d'identification*, École française de Rome, Rome, 2004, p. 503 : « [...] la distinction entre esclave et captif est essentielle, même si dans la pratique des glissements dans les deux directions ont été possibles. Elle existe dans les différentes langues européennes de la Méditerranée et dans les sources d'Alger de l'époque moderne, on distingue, pour les hommes, entre les esclaves noirs et les captifs européens. Ils sont tous assujettis à un maître qui peut librement disposer de leur personne, les vendre, etc. Ce qui les différencie, c'est leur avenir potentiel, leur « finalité » et leur valeur. Le captif est surtout un butin précieux (le prix de la rançon est plus élevé que celui d'une vente comme esclave) et vivant (il peut intervenir dans la négociation sur son rachat, un élément important, comme nous le verrons, voire se racheter lui-même) ».

2. À partir des documents conservés aux Archives diplomatiques de Nantes, il a été possible de sonder, mais dans une certaine mesure seulement, l'ampleur de l'esclavage des Chrétiens à Tripoli de la fin du XVII^e à la fin du XVIII^e siècle. La présente étude s'appuie sur le fond des archives de poste du Consulat de Tripoli qui se divise en deux séries. La série A concerne la « Nation française et Consulat de France » et la série B la

sa servitude puisque les délais sont extrêmement variables. Certains sont rachetés après quelques mois de captivité, d'autres après plusieurs années et certains jamais. Malheureusement les contrats de rachat ne précisent pas les durées de captivité.

Cette mise en servitude des chrétiens est le fruit des razzias terrestres et de la guerre de course. Définir la guerre de course n'est pas aisé car elle reste un sujet de débat entre les historiens. Elle fait s'opposer durant des siècles chrétiens et musulmans dans un esprit de lutte religieuse mais aussi économique, la volonté de faire du butin jouant un rôle moteur. C'est toutefois l'aspect religieux de la course qui est le plus sujet à polémiques. Selon l'historien américain Robert Charles Davis, la guerre de course constituerait la vengeance des musulmans expulsés au moment de la *Reconquista* et après la prise de Grenade en 1492³. Cette dimension de revanche, enveloppée du voile du *jihad* dont elle serait la matérialisation et l'expression, serait le moyen par lequel les États barbaresques régleraient leurs comptes avec la chrétienté. À l'inverse, M'Hamed Oualdi suggère de « désislamiser la servitude⁴ » pour l'appréhender dans toute sa complexité. L'idée de revanche post-Reconquista trouve aussi ses limites en ce que l'asservissement des chrétiens ne se limite pas à l'Afrique du Nord ; il est aussi le fait des corsaires musulmans dans les mers du Levant, du Caire à Constantinople. Et il existe par ailleurs un esclavage des musulmans en terre chrétienne. Notre contribution veut donc être un éclairage sur un point encore méconnu, celui du sort des captifs raziés que l'on rachète. Ce qui est aussi l'occasion de nuancer un certain nombre d'idées reçues sur leurs conditions de vie dans les régence barbaresques.

Correspondance officielle. Nous avons utilisé la série A qui rassemble des documents sur la vie économique et sociale de la France mais aussi sur les activités du port de Tripoli. Est également comprise toute la documentation réunie par les consuls sur leurs postes et dépendances, sauf en matière d'état civil. Cette série se subdivise en sous-séries, ainsi la S/s Ac concerne les actes de chancellerie qui mentionnent les contrats de rachat de captifs, notamment les cartons Ac 43 pour la période 1693-1702, Ac 44 pour 1702-1707, Ac 45 pour 1709-1754, Ac 46 pour 1754-1777 et Ac 47 pour 1777-1863. Il y a cependant des lacunes dans ces sources puisque du 15 octobre 1714 au 24 octobre 1754 on ne dispose d'aucune donnée dans les registres. Il existe malheureusement d'autres vides, à moindre échelle certes mais assez gênants dans la tentative de comptabilisation des captifs sur notre période. La seconde source archivistique renseignant sur le sort des captifs est la correspondance avec la chambre de commerce de Marseille comprise dans la série A. Compte tenu des attributions reconnues à cet organisme les consuls de Tripoli entretiennent une correspondance régulière et lui rendent des comptes méticuleux. On trouve dans cette correspondance en général les suppliques de capitaines qui eurent la malchance de croiser la route de corsaires qui leur enlevèrent leurs navires, leurs marchandises et les équipages. Seulement ces suppliques ne détaillent bien souvent que les marchandises perdues et le cas du capitaine qui se retrouve réduit en esclavage, les hommes d'équipage ne sont pas évoqués : il est à supposer qu'ils restent en captivité à l'inverse des capitaines qui sont généralement rachetés.

3. DAVIS, Robert Charles, *Esclaves chrétiens, maîtres musulmans. L'esclavage blanc en Méditerranée (1500-1800)*, Paris, Jacqueline Chambon pour la version française, 2003.

4. OUALDI Mohamed, « D'Europe et d'Orient, les approches de l'esclavage des chrétiens en terres d'Islam », *Annales HSS*, juillet-août 2008, p. 843.

Notre étude s'ouvre ainsi avec l'expédition de Duquesne en 1680 contre les corsaires de Tripoli dont les déprédations suspendent le trafic des bâtiments de commerce de Marseille. De manière générale, les relations entre la France et les autorités du littoral nord-africain sont complexes et ambivalentes, même si des liens économiques et commerciaux rapprochent les cités barbaresques des ports de Provence et du Languedoc. Parallèlement, des disputes et des conflits scandent le développement de ces échanges. La course, qui menace les navires et les ressortissants des États européens, oblige en effet ces derniers à une riposte militaire qui débouche parfois sur une véritable guerre. Un dialogue mêlé de complémentarités et d'affrontements s'instaure donc entre le nord et le sud de la Méditerranée. Pourtant, c'est dans les années 1680 que l'on situe le déclin de la guerre de course en Méditerranée, déclin qui se poursuit tout au long du XVIII^e siècle. Ce qui ne signifie pas pour autant la fin de l'esclavage aussi bien du côté des provinces arabes que des puissances chrétiennes. Mais la course est bien plus qu'une activité économique : elle influence aussi l'organisation et l'évolution politique des Régences durant la domination ottomane. Très vite, et la distance aidant, les Régences de Tunis, d'Alger et de Tripoli se détachent de la tutelle politique de la Porte⁵. Cette prise de distance se traduit très concrètement par l'établissement à Tripoli dès 1711 d'une dynastie régnante, les Qaramânli⁶. Tripoli rompt donc avec l'instabilité politique en portant au pouvoir un homme fort : Ahmad Qaramânli, qui ne fut reconnu par la Porte qu'en 1722. Dans ce contexte de reprise en main de la ville, on peut s'interroger sur le sort des captifs, mais aussi sur leurs conditions de détention et de libération. L'étude du groupe de captifs dont nous avons retrouvé la trace nous permet de comprendre les mécanismes du rachat mais aussi de déterminer l'identité des libérateurs et les raisons qui les poussèrent à sortir des fers ces chrétiens. Sans chercher à apporter de réponse définitive, nous avons voulu donner des pistes de réflexion en présentant tout d'abord notre principale source, le contrat de rachat. C'est de cette source que découlent, en partie, notre présentation du sort des captifs à Tripoli ainsi que la description des mécanismes du rachat.

Avant d'aborder les paramètres du rachat, il est important d'en présenter la principale source, le contrat de rachat. En un peu moins d'un siècle, de 1693 à 1783, ce sont près de 318 contrats qui sont rédigés dans la chancellerie de Tripoli⁷, et presque autant de chrétiens libérés. Dans le

5. La « Porte » ou « Sublime Porte » signifie le gouvernement central de l'Empire Ottoman. La Porte est synonyme de l'Empire car le Divan se réunissait près de la Porte de la Félicité qui ouvrait sur le harem.

6. Il est cependant à déplorer que la régence de Tripoli ne soit que trop peu étudiée par les historiens français. Nous avons établi un état des lieux des ouvrages abordant la Tripolitaine à l'époque moderne, cf. ABIDI, Amna, *La place de Tripoli dans les échanges en Méditerranée au XVIII^e siècle*, Mémoire de Master 2 sous la direction du Pr. Wolfgang Kaiser, Paris 1, 2009, Paris.

7. Selon les registres de chancelleries (S/s Ac) et la correspondance entre Tripoli et la chambre de commerce de Marseille (S/s Af 64) conservés au centre des Archives diplomatiques de Nantes.

bâtiment de la chancellerie, se réunissent le chancelier, qui consigne l'acte dans son registre, deux témoins, généralement des marchands français, qui apposent leur signature en bas du contrat, et le captif, avec le drogman si nécessaire pour la traduction. Parfois le négociant qui a participé au rachat est aussi présent. Ces contrats présentent les mêmes informations et sont divisés en trois paragraphes. Ils comprennent la date de l'établissement du document par le chancelier ou son remplaçant ainsi que le lieu. Viennent ensuite l'indication de l'identité du captif, sa nationalité ainsi que l'identité de son maître, celle du libérateur du captif, la fonction de ce dernier et quelquefois le motif de la libération. Le montant du rachat est toujours précisé avec parfois le détail comptable, le nom du navire et du capitaine sur lequel le captif regagnera un des ports chrétiens. L'un des éléments les plus importants du contrat est la « chaîne des libérateurs » : on énonce tous les intermédiaires qui sont à l'origine du rachat, ce qui permet d'identifier les types d'acteurs intervenant. Le captif s'engage aussi à rembourser la somme déboursée pour son rachat dans un délai déterminé. Enfin sont cités les témoins de l'établissement du contrat, le chancelier, le captif.

Le chancelier donnait une copie du contrat au captif : cet acte officialisait le rachat. Dès les années 1750 on a remplacé le terme de « rachat » par celui de « rançon » : dès lors, on établit systématiquement la liste des frais engagés. Ces frais dépendaient de la situation du captif et de sa nationalité. De manière générale, ces frais consistaient à couvrir les dépenses pour la délivrance de la carte franche⁸ et pour le paiement de différents intermédiaires, parmi lesquels on peut citer le raïs de la marine⁹, avec parfois la mention « régal pour le raïs de la marine », le sous-raïs, les chaoux¹⁰, les douaniers. La somme incluait également l'établissement du contrat de rachat et une patente (parfois un extrait). Quand le captif était étranger on ajoutait les frais de traduction. Enfin on prévoyait les frais nécessaires au passage de l'affranchi sur un navire partant de Tripoli pour un port chrétien (comme la nourriture). Le contrat de rachat constitue une mine d'informations renseignant sur les paramètres de la libération et le montant nous indique le rang social du captif. Si les contrats ne mentionnent pas la durée de la captivité, leur exploitation permet de déterminer l'identité du captif, son origine, ou encore les maîtres.

8. C'est un bulletin constatant le nom, le surnom, la patrie, la taille, la couleur des cheveux, les marques du corps et du visage et tout autre signe significatif du captif.

9. Capitaine du port dans les régence barbaresques.

10. Les *chaoux* sont un corps composé des douze Turcs les plus forts et des plus puissants de la république, et d'un chef appelé *bachaoux*, ou *chaoux-bâchi*, ou grand prévôt. Il ne leur est pas permis de porter une arme offensive ou défensive, pas même un couteau ni un bâton ; et néanmoins ils arrêtent, lorsqu'ils en ont l'ordre, les Turcs les plus puissants et les plus séditieux.

Être captif à Tripoli

Parcours d'un captif : de la prise sur mer au marché aux esclaves

Les razzias terrestres et maritimes sont les sources d'approvisionnement en captifs et esclaves pour les régences ottomanes. Nous avons fait le choix ici de n'aborder que les razzias maritimes au travers de la course. Dans les registres de la chancellerie ainsi que dans la correspondance avec la Chambre de Commerce de Marseille, nous avons pu trouver la trace de quelques navires pris par les corsaires musulmans comme dans le cas de Joseph Mangano, Sébastien Barreres¹¹ ou encore le cas du capitaine Augustin Reboul, dont Daniel Panzac a intégralement reconstitué la dramatique aventure¹². Notons que ces saisies par les corsaires barbaresques répondent à une logique de butin tant en hommes qu'en marchandises. Salvatore Bono parle de « guerre corsaire¹³ » pour désigner ces attaques de bâtiments et les incursions sur les côtes. Les capitaines qui eurent la malchance de croiser la route de ces écumeurs de mer en font mention sous forme de suppliques recopiées dans les registres de la chancellerie¹⁴. Pour notre période, 1693-1783, on ne compte que onze prises. Ce chiffre modeste doit cependant être nuancé par les pertes d'archives assez importantes.

Nous savons en outre que le départ en mer de ces hommes, tant pour la guerre que pour le commerce, s'étend du début du printemps à l'automne, soit d'avril à octobre, et de préférence entre mai et septembre. L'hiver était la période où il fallait éviter de prendre la mer sauf en cas d'absolue nécessité. Quant aux prises, on distingue celles à caractère pacifique, quand le navire arraisonné se rend sans violence, de celles qui ont donné lieu à un affrontement. Les otages du navire pris sont ensuite emmenés sur le bâtiment corsaire puisque leur embarcation est réquisitionnée. Le groupe rejoignait alors le port de Tripoli pour le partage du butin. Ce partage des prises est en réalité dépendant de la générosité du capitaine-corsaire mais

11. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, Actes chancellerie, S/s Ac 43.

12. PANZAC, Daniel, *La Caravane maritime : marins européens et marchands ottomans en Méditerranée (1680-1830)*, Paris, 2004, p. 73-76.

13. BONO, Salvador, *Les corsaires en Méditerranée*, Paris, 1998, p. 8.

14. Ces suppliques se présentent presque toutes de la même manière. On trouve en premier lieu le destinataire (le consul). Puis vient le récit des faits précisant le nom du capitaine, du navire, le lieu de départ du bâtiment, parfois la marchandise transportée et les lieux d'escales. Les capitaines évoquent la rencontre avec les corsaires et les modalités de la saisie (avec ou sans affrontements, réactions de l'équipage...). Certains capitaines listent les marchandises pillées par les corsaires pour en exiger le dédommagement. Enfin, les capitaines demandent, quand cela est possible, que l'équipage soit entendu comme témoin de la véracité de leur récit. Certaines suppliques montrent ainsi des saisies par les corsaires de la Régence certes, mais aussi par des Anglais. La présence anglaise en Méditerranée a momentanément immobilisé le commerce français. Prenons le cas de Joseph Mangano, Vénitien, capitaine de la marsilane *Redemptore Del Mondo* qui quitta Venise le 13 mai 1696. Il croisa le chemin de deux corsaires tripolitains le 28 juin 1696 qui « venoient sur luy avec leur pavillon arboré ». Se trouvant immobilisé à cause du calme soudain du vent, le capitaine Mangano préféra dialoguer avec les corsaires qui l'abordèrent. Cet arraisonnement se fit sans violence apparente.

surtout du Bey : la coutume veut que les corsaires reçoivent la moitié de la valeur des prises. Les otages étaient, eux, présentés au Bey qui en gardait les meilleurs éléments ; les autres prenaient le chemin du marché aux esclaves.

Le marché aux esclaves est un endroit essentiel dans l'organisation de toute ville ottomane. Il comprend notamment le bazar ou « *bedesten* » (ou *batistan*), qui est un marché couvert et représente un lieu de sûreté pour les marchandises précieuses comme les esclaves. Les captifs débarqués dans les ports des Régences étaient vendus aux enchères comme d'autres marchandises. S'ils n'étaient pas rachetés, ils devenaient esclaves et étaient enfermés dans les bagnes, les bains turcs sans fenêtres. Pour trouver les esclaves les plus performants, les acheteurs palpaient ces derniers comme ils l'auraient fait pour du bétail. D'ailleurs cette image revient constamment chez les auteurs qui ont traité de l'esclavage en terre musulmane du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle¹⁵. Selon Robert Charles Davis¹⁶, les acheteurs n'hésitaient pas à tester les esclaves en leur demandant par exemple de faire des petits sauts pour évaluer « l'élasticité de leurs membres ». Ils faisaient également serrer le poing pour vérifier leur prise et ils regardaient également leurs dents. Le marché des esclaves était donc un lieu particulièrement important comme espace des transactions pour les acheteurs et les vendeurs, et on le devine, un calvaire pour tous les esclaves soumis à cette terrible exposition. Certains avaient la chance d'être libérés quand d'autres se retrouvaient au service d'un maître. Nos sources archivistiques font mention de 426 chrétiens en condition servile entre 1693 et 1783, dont 318 furent libérés et 108 restèrent esclaves à Tripoli.

Captifs et esclaves à Tripoli

On constate d'après les contrats établis entre 1693 à 1783 que 75 % des chrétiens sont rachetés, alors que 25 % restent dans leur condition servile. En théorie, dans la philosophie des ordres rédempteurs, tous les captifs chrétiens doivent être rachetés, car « l'incompatibilité confessionnelle » interdit, pour ces religieux, ce rapport dominant/dominé où le chrétien est soumis à l'Infidèle. Pourtant on constate qu'au moins 25 % des captifs restent esclaves à Tripoli. Cette défaillance s'explique en partie par l'existence de différentes catégories de captifs. En effet, les chances de rachat croissent avec la catégorie sociale du captif. Ainsi, ceux issus de riches familles et/ou d'extraction noble sont vite libérés, car leurs rançons sont négociées individuellement par des particuliers (marchands ou membres de la famille) ou des missionnaires d'un ordre rédempteur. Ces « esclaves de rachat », donc provisoires, sont en général les plus rentables pour leurs

15. TURBET DELOF, Guy, *L'Afrique barbaresque dans la littérature française aux ^{xvi}^e et ^{xviii}^e siècles*, Genève/Paris, 1973, p. 113.

16. DAVIS, Robert Charles, *Esclaves chrétiens et maîtres musulmans. L'esclavage des Blancs en Méditerranée (1500-1800)*, Paris, 2006.

maîtres. La seconde catégorie de captifs rassemble les gens modestes, marins, pêcheurs, paysans. Ces derniers ne peuvent pas compter sur un rachat par leur famille, déjà très pauvre, et ils sont condamnés à de longues années de captivité. Ces esclaves permanents sont exploités dans deux secteurs d'activités, soit comme force de travail brute dans les galères, soit comme main-d'œuvre pour les travaux publics : c'est ce dernier aspect qui est le plus connu par les historiens. On distingue aussi les esclaves domestiques : ces esclaves privés sont affectés à la production agricole ou à la production artisanale, en tant que main-d'œuvre des ateliers ou en compte à demi avec leur maître¹⁷. La seule chance pour ce groupe d'être libéré réside dans les rachats collectifs que décide de temps à autre un État européen. Parfois, pris de désespoir, les captifs entreprennent de s'adresser directement aux puissances chrétiennes pour implorer leur aide¹⁸. Enfin, il y a les rachats dans le cadre d'échanges ; ainsi Léonardo Tipolina¹⁹, sicilien esclave du Bey, fut racheté par le consul de France De La Lande, en échange d'un Turc, Mamet Cheleby²⁰.

Parmi les 108 esclaves restés à Tripoli, certains étaient en instance de rachat, mais leur contrat porte la mention « annulé ». On relève ainsi le cas d'Alexandre Chiarleo, maltais, dont le contrat fut établi le 5 août 1697. Il avait pour maître le Bey et son rachat fut négocié par le consul De La Lande²¹, qui compléta l'opération en avançant 92 sequins vénitiens. On ignore la somme totale de son rachat, mais il semble qu'Alexandre Chiarleo avança une partie de la rançon. L'annulation de ce contrat renvoie Chiarleo à sa condition d'esclave du Bey. Nous n'avons pas trouvé la trace d'un nouveau rachat dans les pages des registres de chancellerie disponibles. Il est possible qu'une mésentente, dans cette chaîne de libérateurs, soit à l'origine de l'annulation.

Parmi les esclaves présents à Tripoli, certains faisaient du commerce à leur compte avec les ports européens. Le 11 février 1703²², André Milanouchy, esclave du Bey, se présenta à la chancellerie de Tripoli pour se plaindre d'un retard dans la livraison et du non-remboursement d'un

17. FONTENAY, Michel, « Pour une géographie de l'esclavage méditerranéen aux temps modernes », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 65 *L'esclavage en Méditerranée à l'époque moderne*, 2005.

18. Ce fut notamment le cas en 1673, quand 700 Français écrivirent à Louis XIV pour lui demander de leur venir en aide. Louis XIV, qui accusa réception de la lettre, leur fit savoir qu'il s'occuperait de leur cas une fois ses guerres avec l'Espagne et la Hollande terminées, voir FÉRAUD, Laurent-Charles, *Annales Tripolitaines*, Paris, 2005, p. 141-142.

19. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, Ac/43, contrat du 6 octobre 1701.

20. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, Ac/ 44, contrat du 23 juin 1703. On peut encore citer le cas Angelo Cutayau, maltais, qui retrouve sa liberté en échange du nommé Barjet Aghety, tripolin esclave à Malte. A. Cutayau retrouva sa liberté sans aucun frais dès l'arrivée d'Aghety à Tripoli. L'échange est approuvé par le Pacha (CADN, Ac/46, contrat du 23 décembre 1757).

21. Le consul De La Lande fut en poste de 1694 jusqu'en 1700, date à laquelle il fut remplacé par le consul Delane.

22. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 44, acte du 11 février 1703.

chargement de 33 barils de vin qu'un patron nommé Lombarde²³ s'était engagé à lui envoyer. Milanouchy avait donné 100 piastres de grimelines au patron Lombarde en présence de témoins, moyennant quoi Lombarde devait envoyer les 33 barils. Or ce dernier ne lui envoya pas le chargement attendu. Une tartane française commandée par le patron Tortel de Lereny arriva chargée de vin, mais le patron refusa de livrer celui qu'il transportait. Lombarde garda la somme de 25 sequins vénitiens appartenant au patron Tortel de Lereny, avec hypothèque sur le chargement de vin. Ce qui explique pourquoi Tortel de Lereny refusait de rendre à Milanouchy le chargement sans avoir l'assurance d'être dédommagé pour ses 25 sequins vénitiens. L'affaire se régla tant bien que mal à la chancellerie où Lombarde fut obligé de rendre les 25 sequins vénitiens au patron Tortel de Lereny, et de compléter la quantité de vin manquant à A. Milanouchy. Cet « esclave-négociant » était sans doute un cas exceptionnel, mais on voit que la condition servile n'excluait pas une certaine liberté à la fois de mouvement mais aussi de commerce. Il apparaît aussi surprenant que Milanouchy n'ait pas utilisé son argent pour négocier sa liberté avec son maître. Il ne profita pas non plus de son réseau de connaissance pour attirer l'attention des rédempteurs sur son cas. Il semble que sa condition d'esclave à Tripoli ait été plus avantageuse que la condition d'homme libre en Europe. Cet exemple pose plus largement la question du statut des esclaves dans les Régences ottomanes : avaient-ils des droits ?

On peut à ce sujet citer également les cas des esclaves qui nommèrent des procureurs spéciaux ou généraux, suivant les termes utilisés dans les contrats, pour qu'ils fassent valoir en leur nom leurs droits. La nomination de procureur pour la gestion de biens fonciers, souvent dans des cas d'héritage, dans le pays d'origine est assez courante. C'est par exemple le cas de Joseph Pouilley²⁴, calabrais qui a élu pour procureur spécial son cousin germain Andréa Tropicianou²⁵ afin faire vendre, en son nom, tous ses biens. D'autres actes présentent plus clairement la situation comme dans le cas de Pierre Troulecty, esclave du Bey, qui a élu comme procureur général Madeleine Couronna, vivant à Venise, « pour qu'en son nom elle puisse retirer tout ce que le feu Joane Haura, lui a laissé lors de son décès et de faire tout ce qui conviendra à ce sujet comme si ledit constituant estoit présent et en cas de refus de la part des héritiers dudit Joane Haura de les contraindre par voie de justice ». Certains actes mentionnent également les biens hérités, comme pour Joseph Viannello de Venise qui à la suite de la mort de son frère se retrouve héritier d'une maison. Il choisit comme procureur

23. Dominique Lombarde, maltais, était le patron de la pinque *Marie-Jésus Saint Anne* en février 1703.

24. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 45, acte du 13 octobre 1712.

25. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 45, acte du 28 juillet 1713. Nous avons trouvé d'autres actes qui traitent de la nomination de procureur, comme dans le cas de Domenico Clérico, de Calabre et esclave du Bey, qui a élu et constitué pour son procureur général le Révérend Don Carlo Barro de Naples pour qu'en son nom il puisse vendre, aliéner et hypothéquer tous ses biens (cf. CADN S/s Ac 45, acte du 10 juillet 1713).

Joseph de Ctanim, de Venise, pour qu'en son nom il vende et aliène la partie de la maison héritée²⁶. Un dernier exemple mérite enfin d'être exposé : le cas de Dionisio Gussetti Calogero²⁷ de l'île de Zante²⁸ dont l'acte fait figure de testament. Dans cet acte, D. G. Calogero a « cédé, remis et transporté » à son frère cadet Giorgachi Gussetti, bien qu'absent, « la jouissance de tous ses biens paternel et maternel [...] le tout puisse consister comme maisons, jardins, champs, oliviers et autres ». Giorgachi pourra disposer de ces biens s'il envoie avant la fin de l'année 1754 la somme de 20 sequins vénitiens à Dionisio pour servir à son rachat. Mais si le captif venait à décéder sans que son frère lui ait envoyé la somme de 20 sequins vénitiens, ses biens reviendraient à l'église Sainte Catherine de la ville dont il est natif. Et si son frère lui avait envoyé cet argent et que Dionisio venait entre-temps à décéder, alors ses biens reviendraient à son frère cadet. Ce cas est très intéressant dans la mesure où il fait apparaître le testament d'un esclave, visiblement riche, mais dont la famille ne se préoccupa pas du rachat. Aussi à la mort de ses parents, conserve-t-il malgré sa condition servile le droit d'hériter et de disposer librement de ses biens. On sait cependant qu'il n'existe pas de loi locale réglementant l'asservissement des Blancs, ou même des Noirs, dans les Régences. Si on s'en tient à la doctrine musulmane, la religion ne condamne pas formellement l'esclavage mais elle le réprouve et en déconseille la pratique. Pour Frédéric Hitzel, « [...] la condition de l'esclave dans le monde ottoman est nettement meilleure que celle de l'esclave grec ou romain, en raison des préceptes coraniques. Un maître, par exemple, doit à son esclave des soins médicaux, une alimentation convenable et l'entretien dans ses vieux jours. Si un maître manque à ses obligations, le juge ou *kādī* peut l'obliger à les remplir, ou le pousser à vendre ou à affranchir son esclave. De même, un maître ne doit pas surcharger son esclave de travail et, s'il le fait par cruauté, il est passible d'une sanction²⁹ ».

Mais l'esclave est aussi considéré comme une chose et à ce statut correspond un certain nombre d'interdits, au rang desquels figure le droit de propriété sur le sol tripolitein. Ceci explique pourquoi les esclaves cités plus haut nomment tous des procureurs pour la gestion de leurs biens fonciers en terre chrétienne. Ils ordonnent en général la vente de ces biens et en réclament le produit pour leur rachat, contrairement à ce que fit A. Milanouchy, l'esclave-négociant. Dionisio Gussetti réclama quant à lui une somme d'argent pour s'acquitter de sa rançon et jouir ensuite de ses biens fonciers. Voilà qui tend à nuancer l'idée selon laquelle les esclaves ne peuvent absolument pas hériter comme l'affirme Frédéric Hitzel³⁰. Pour ce dernier, l'esclave « est soumis au droit de propriété et peut faire l'objet de transactions diverses, tandis que son maître doit pourvoir à son

26. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 46, acte du 14 octobre 1754.

27. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 45, acte du 26 mars 1754.

28. L'île de Zante est souvent mentionnée dans nos sources sous l'écriture de Xante. Cette île de l'archipel ionien est située à l'ouest du Péloponnèse.

29. HITZEL, Frédéric, *L'Empire Ottoman, XV^e-XVIII^e siècles*, Paris, 2002 [2^e éd], p. 85-86.

30. *Ibidem*, p. 85.

entretien. L'esclave ne peut posséder de biens, sauf un petit pécule, ni être partie prenante d'un contrat, avoir une propriété ou hériter ». Comme nous l'avons vu plus haut, il est possible pour un esclave d'hériter ou de faire du commerce : s'il n'y a pas de contrat proprement dit, il existe un tacite arrangement entre les marchands, transporteurs et esclaves-négociants.

L'existence de différentes catégories d'esclaves, ainsi que l'ambiguïté même du statut de ces derniers rendent difficile toute tentative de comptabilisation. Laurent Charles Féraud cite un décompte des captifs chrétiens en 1671 :

« Osman-Bey voulut se donner la satisfaction de voir défiler devant lui, comme l'aurait fait un général d'armée, tous les esclaves chrétiens capturés par ses corsaires. À cette occasion, sa générosité alla jusqu'à gratifier chacun de ces malheureux presque nus d'un bonnet, d'une camisole de mauvais drap, d'un morceau de toile pour se faire une chemise et d'un caleçon. L'effectif de ce corps de captifs nous a été conservé d'après la nomenclature suivante, écrite par l'un de ces malheureux : esclaves du bague vieux : 490, esclaves du bague neuf : 474, esclaves du bague novissime : 475, esclaves du château et des maisons particulières : 120, = 1 559, parmi lesquels six religieux³¹. »

Or en 1685, l'intervention militaire d'Estrées permit la libération de 1 200 esclaves. Il est évident qu'entre-temps les corsaires tripolitains firent de nombreuses razzias sur mer et sur terre, comme en témoigne la construction de nouveaux bagues. Mais on reste dans un système où les esclaves relâchés de gré ou de force doivent être remplacés, d'où la nécessité de nouvelles prises. Mais il semble que le nombre d'esclaves chrétiens à Tripoli n'excéda pas les 2 000 âmes. On peut se demander à qui appartenaient ces derniers. La facilité, ou non, de leur libération dépendait-elle, ou non, de la catégorie de maître ?

Les maîtres musulmans

La grande majorité des esclaves à Tripoli appartient aux chefs du gouvernement, autrement dit au Bey et au Pacha, pour 40 % des cas. Comme l'affirme l'historienne Nora Lafi, spécialiste de Tripoli,

« [...] des liens étroits se tissaient en effet entre le port et le pouvoir local. Le pacha avait l'habitude de s'entourer dans son gouvernement de personnes ayant plus ou moins de rapports avec la mer et le port. [...] Les raïs, grands pourvoyeurs de richesses, bénéficiaient auprès du Pacha d'une certaine liberté et d'une grande mansuétude quant à leurs agissements. D'abord parce qu'il existait une tradition de la course à Tripoli et que le Pacha vivant en grande partie des subsides de cette activité laissait volontiers ces derniers faire ce qu'ils voulaient au port et en mer. Si bien que les raïs eurent un rôle de plus en plus important sur la scène économique et progressivement sur la scène politique par l'intermédiaire des mariages notamment³². »

31. FÉRAUD, Laurent-Charles, *Annales Tripolitaines*, op. cit., p. 131-132.

32. LAFI, Nora, « Tripoli de Barbarie : port de mer, port du désert (1795-1835) », dans VILAIN-GANDOSSI, C. et al., *Actes du colloque Méditerranée, mer ouverte* (Marseille, septembre 1995), Aix-en-Provence, 1998, t. II, p. 658.

On a donc à faire à des esclaves publics comme le confirme le chevalier d'Arvieux :

« Il est à remarquer que la plupart des Esclaves qui sont à Tripoly appartiennent au Public, au lieu qu'à Alger et Tunis le plus grand nombre appartient aux particuliers : c'est ce qui rend la délivrance des Esclaves plus aisée à Tripoly que dans les autres endroits, parce que le bien commun touche ordinairement les hommes moins que le leur particulier. C'est par cette raison que les Algériens et les Tunésiens font bien plus de difficulté quand on les veut obliger de rendre les Esclaves et que pour l'ordinaire on est obligé de les leur payer au moins sur le pied du premier achat³³. »

Ces esclaves publics sont indispensables à la Régence car ils constituent une main-d'œuvre nécessaire pour les travaux, et une monnaie d'échange dans les tractations avec les puissances chrétiennes au lendemain des guerres.

La part des esclaves appartenant aux particuliers est plus modeste : elle ne représente que 24 % contre les 40 % d'esclaves publics. Mais nous ne sommes pas renseignés pour 152 esclaves, soit 36 % d'entre eux. Une grande majorité de ces esclaves provient d'importantes rafles de navires marchands, comme le présente l'acte du 20 avril 1705³⁴ où le consul Le Maire convoque une assemblée au sujet de la rébellion sur la barque *Saint-François* commandée par le capitaine André Moret. Le capitaine embarqua à Derne le capitaine d'un vaisseau de guerre vénitien échoué le 3 mars ainsi que des femmes et des enfants, faisant en tout 52 personnes. Ces derniers furent tous enlevés par les « esclaves [dont on ignore l'origine] et d'une partie de l'équipage de ladite barque qui estoit les trois quarts étrangers ». Les 52 passagers enlevés ont sans doute été vendus, car le consul Le Maire espère juste récupérer la barque et les marchandises, mais pas l'équipage. Il est très probable que les 52 passagers ont rejoint la masse servile de l'État de Tripoli. Ce fut également le cas pour 22 autres esclaves enlevés lors de la prise d'un navire maltais³⁵, armé en course par deux rais grecs qui massacrèrent l'équipage et brûlèrent la barque. Ils laissèrent en vie 44 chrétiens qu'ils se partagèrent ; 22 de ces esclaves furent vendus à Tripoli, aux enchères publiques au Bazar. L'autre partie des esclaves fut laissée pour être vendue à Alger où les deux rais grecs devaient se rendre. Cette version des faits est confirmée par deux marins sur la barque maltaise, Alexandre Massut et François Fabian qui tous deux restèrent esclaves à Tripoli. Là encore, il est possible que ces esclaves aient rejoint le reste de leurs coreligionnaires dans les bagnes de l'État.

L'écrasante majorité des esclaves à Tripoli sont des hommes (95 %). La part des femmes (2 %) et d'enfants (3 %) semble relativement modeste, mais nous ne connaissons leur existence que parce qu'ils furent libérés

33. ARVIEUX, Laurent, *Mémoires*, édités par le Père Labat, Jean-Baptiste, Paris, 1737, tome 5, p. 419.

34. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, Ac 44, acte du 20 avril 1705.

35. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 45, acte du 23 août 1712.

et donc inscrits dans les registres de la chancellerie. En général, les libérations de femmes et d'enfants se font par groupes, comme dans le cas d'une famille originaire de Cadix, Papa Dimitri, sa femme, ses huit enfants, garçons et filles, sa tante Marie de Sude³⁶, esclaves d'Agy Moustapha et rachetés par le marchand Laurent Debruix. On a également le cas d'une mère, Lucrèce Bourga, et de ses deux enfants Carlo et Anne, originaires de la Sicile et esclaves du Bey, rachetés par le consul français De La Lande « d'ordre [manque un mot] de Don Paulo Gerolimo Torre » de Rome, moyennant la somme de 814 piastres et 1/3 sévillanes qui devaient être rendues aux sieurs Fenouillet et Sologne à Livourne³⁷. Outre ces rachats de famille, on a des rachats groupés de femmes, comme celui de cinq femmes le 2 août 1707³⁸; elles furent rachetées par le consul Lemaire, moyennant la somme de 1230 piastres sévillanes et mexicaines déboursées par le consul Le Maire. Les captives s'obligent à rembourser la somme solidairement à Monsieur Le Blond, consul de France à Venise, un mois après leur arrivée.

Ces femmes à Tripoli, si elles ne sont pas désignées comme concubines, finissent en général au service de la maison. Laurent Charles Féraud évoque indirectement les femmes chrétiennes concubines d'Hossein-Kapudan, membre important du gouvernement de Mohammed-Bey, qui prenant un peu trop d'indépendance fut éliminé par le Bey en juin 1689 : « Du lieu de son supplice, [...] il dut éprouver un terrible serrement de cœur en songeant qu'il laissait là son sérail de malheureuses filles chrétiennes, abandonnées à la merci de la soldatesque et de ses matelots en colère³⁹. » Aranda, écrit quant à lui que son maître Ali Pegelin avait « vingt femmes esclaves chrétiennes pour servir son épouse; il parle également d'une autre qui était très douée pour les travaux d'aiguille et travaillait dans la maison d'une riche femme turque⁴⁰ ».

Les contrats de rachat nous indiquent également les captifs lettrés qui ont signé leur acte de rachat : ils représentent 23 %, contre 77 % d'illettrés. Seules trois femmes, sans doute de bonne naissance, ont quant à elles signé. Rachetées le 27 mars 1754, originaires de Venise⁴¹, elles furent libérées par le sieur Pellegrin Vidary, négociant vénitien résidant à Tripoli, par ordre et pour compte de Messieurs les Directeurs de la Vénérable École de la Très Sainte Trinité du rachat des esclaves à Venise, moyennant la somme 39348 piastres et ¼ monnaie de Tripoli, une forte somme qui indique le haut rang social des captives. Les trois affranchies devaient être présentées dès leur arrivée à Venise aux Rédempteurs responsables de leur libération. La somme sera remboursée par les rédempteurs au sieur Vidary. L'origine sociale des captifs n'est pas indiquée dans les contrats de rachat, mais

36. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 43, contrat du 10 juillet 1700.

37. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 43, contrat de 7 octobre 1701.

38. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 44, contrat du 2 août 1707.

39. FÉRAUD, Laurent Charles, *Annales...*, *op. cit.*, p. 175.

40. Davis, Robert Charles, *Esclaves chrétiens...*, *op. cit.*, p. 127.

41. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 45, contrat du 27 mars 1754.

au vu du fort pourcentage d'illettrés, on devine leur extraction modeste. La plupart « étaient auparavant des paysans, des pêcheurs, des soldats ordinaires ou de simples marins – les gradés et les maîtres étaient enrôlés comme membres d'équipages plutôt que comme rameurs⁴² ».

Peu de contrats de rachats précisent la profession des captifs ; seules quelques suppliques en font mention. Sur les 426 chrétiens, captifs et esclaves à Tripoli, nous ne sommes renseignés que pour 47. Dans ces 47 captifs, on a essentiellement des matelots, que l'on désigne comme « mariniens », et qui représentent 55 % de l'échantillon. On compte également des capitaines (14,8 %) ainsi que leurs écrivains et nochers (chef d'équipage). Comme on ne retrouve que rarement les contrats de rachat des écrivains (seulement 6 % d'entre eux), il est à supposer que les maîtres musulmans les conservent pour les employer à leur propre service. Enfin, outre ces gens de mer, on a des hommes d'Église pour lesquels nous n'avons trouvé que quatre contrats de rachat. Si l'on s'intéresse maintenant à la nationalité de ces captifs, on constate une forte proportion d'Italiens (50 %) en partie du fait de la situation de l'Italie. Placée entre deux empires en lutte, la péninsule italienne était surnommée « l'œil de la chrétienté ». On compte également un certain nombre d'Espagnols et de Maltais. La part moindre de Français s'explique en partie par les traités de paix imposés par la France aux Tripolitains et qui interdisent à leurs corsaires de s'attaquer aux pavillons français, et donc aux ressortissants du royaume de France.

Tableau 1 – Origine des esclaves et captifs dans la Régence de Tripoli

Péninsule italienne (et dépendances), Sicile	50 %	213
Sardaigne	1 %	4
Malte	10 %	43
Espagne	6 %	25
France	3 %	13
Archipel égéen	2 %	9
Hollande	1 %	4
non renseigné	27 %	115
Total	100 %	426

Si l'on s'attache plus précisément aux ressortissants italiens, on constate une forte proportion de Napolitains (32 %) libérés. Un acte enregistré dans la chancellerie, en date du 11 juin 1756⁴³, mentionne la comparution de Moïse de Nesine Serusy, marchand juif de Tripoli, qui déclare et promet racheter de ses propres fonds tous les esclaves napolitains qui lui seront demandés par le sieur Rouggiero de Naples. Serusy percevra en consé-

42. DAVIS, Robert Charles, *Esclaves chrétiens...*, op. cit., p. 130.

43. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 46, acte de chancellerie du 11 juin 1756.

quence 12 % sur le montant des rachats et en remettra 1 % à Rouggiero. Ainsi, constate-t-on dans la période qui suit cette décision la multiplication des rachats des captifs napolitains. Ils sont en général groupés, comme celui du 20 juillet 1756 où cinq napolitains sont rachetés ou encore celui du 8 février 1757, où six captifs sont libérés.

Tableau 2 – Captifs et esclaves Italiens à Tripoli

Venise	29 %	62
Sicile	19 %	41
Gênes	10 %	21
Naples	32 %	68
Ancône	1 %	2
Turin	1 %	2
Bergame	0 %	0
Calabre	7 %	15
Etats du Pape	1 %	2
Modène	0 %	0
Total	100 %	213

Les Napolitains étaient des proies faciles pour les corsaires tripolitains, en raison des bases navales que possédaient ces derniers : « Pendant une partie des XVI^e et XVII^e siècles, les pirates barbaresques disposaient d'ailleurs de bases semi-permanentes sur les îles d'Ischia et Procida, situées à quelques coups de rame de la baie de Naples, ce qui leur permettait d'atteindre en un clin d'œil les centaines de petits vaisseaux qui naviguaient dans ces eaux⁴⁴. » Les corsaires tripolitains avaient recours à l'embuscade ou occupaient la mer en dispersant tous leurs navires comme en témoigne le chevalier d'Arvieux :

« [Les corsaires de Tripoli] s'étendent depuis la partie orientale de Sicile jusqu'à la côte de Syrie. On les trouve plus ordinairement vers les Isles de la Sapience et de Candie, parce que les vaisseaux marchands ont coutume de venir reconnoître ces côtes. La Ville ou la République de Tripoli, n'a que sept vaisseaux qui sortent ordinairement tous ensemble. Elle peut avoir encore le même nombre de bâtimens armez par les particuliers. Les sept premiers se tiennent à telle distance les uns des autres, qu'ils occupent la plus grande partie du passage de nos vaisseaux, de manière que c'est un bonheur particulier quand ils n'en sont pas rencontrez, en sorte que nos marchands ne seront jamais en assurance dans leur négoce, tant que ces corsaires seront nos ennemis⁴⁵. »

Comme les Napolitains, les Vénitiens représentent une part importante de la population servile à Tripoli : 29 % d'entre eux furent libérés. Venise en tant que cité marchande se préoccupait essentiellement de ses intérêts éco-

44. DAVIS, Robert Charles, *Esclaves chrétiens...*, op. cit., p. 225.

45. ARVIEUX, Chevalier d', *Mémoires*, Paris, édités par le Père LABAT, 1737, vol. 5, p. 414.

nomiques. Et, à ce titre, une guerre contre les corsaires aurait sans doute ruiné son commerce. Pour contourner ce problème, Venise mit en place un réseau de communications avec les dynasties turques, misant sur la diplomatie plutôt que la guerre⁴⁶. Au XVII^e siècle, la cité était engagée dans une lente phase de déclin, ce qui s'expliquait en partie par des luttes internes⁴⁷, de mauvais calculs politiques externes, mais aussi par la longue guerre de Crète, de 1645 à 1669, soit 25 ans, qui l'opposa aux Turcs. Les Vénitiens ne possédaient pas les forces nécessaires pour vaincre les Turcs : ils perdirent la Crète, base essentielle de leur navigation en Méditerranée orientale, mais surtout ils durent laisser le champ libre à leurs concurrents européens dans les échanges avec les Ottomans. Les Français mais surtout les Anglais et les Hollandais ont profité de cette situation pour affaiblir Venise.

La paix signée en 1670 redonne à celle-ci la liberté de commerce dans l'Empire ottoman, jusqu'à ce que Venise compromette cette situation en adhérant à la Sainte Ligue qui se forme en 1684 contre les Turcs. La paix de Carlovitz, signée en 1699 après un long conflit, ne donne à la cité que des avantages limités, dont le principal est la possession de la Morée⁴⁸. Durant cette guerre, Venise a beaucoup perdu et ne elle parviendra plus à retrouver sa domination d'autrefois. Les prises corsaires sur les navires marchands de la cité constituent dès lors autant de coups durs. La cité rachetait le plus souvent ses ressortissants, et négociait surtout pour récupérer ses bâtiments et leurs chargements. Ce qui peut sans doute expliquer pourquoi les Vénitiens furent l'une des cibles favorites des corsaires barbaresques⁴⁹.

Les principaux acteurs du rachat des captifs dans la Régence de Tripoli

Les ordres rédempteurs dans le rachat des captifs

L'ordre de la Très Sainte Trinité et de la Rédemption des captifs fut créé en 1198 par Jean de Matha et Félix de Valois⁵⁰. On nommait ces religieux les trinitaires ou mathurins car leur couvent à Paris était près d'une chapelle dédiée à saint Mathurin. Selon la règle de cet ordre, un tiers (*tertia pars*) de leurs revenus était consacré à la rédemption des captifs en terre d'Islam.

46. MANTRAN, Robert, *L'Empire ottoman du XVI^e au XVIII^e siècle, administration, économie, société*, Londres, 1984, Partie II, Chap. VI, p. 112-113.

47. *Ibidem*, Partie II, Chap. IX, p. 381-382.

48. Mais en 1715, une autre guerre déclenchée par les Turcs contre Venise dépossède cette dernière de la Morée. Ce n'est qu'à partir de 1733, quand Venise obtint le renouvellement à perpétuité du traité de paix avec les Ottomans, qu'il n'y aura plus de guerre entre Venise et les Turcs, et ce jusqu'à la fin du siècle.

49. Si on tente de dresser le tableau de la situation du commerce en Méditerranée à la fin du XVII^e siècle, on constate que Venise est en déclin, les Hollandais et les Anglais connaissent une baisse de leur trafic en Méditerranée mais sont présents ailleurs : Amérique, Océan Indien, Asie orientale. Les Français ont fait de grands progrès en Orient. Le tout sur fond de « crise » de l'empire ottoman, alors que de nouveaux acteurs apparaissent, les Autrichiens et les Russes.

50. DESLANDES, Paul, *L'Ordre des Trinitaires pour le rachat des captifs*, Paris, 1903.

Les trinitaires ouvrirent, plusieurs couvents dans la partie méridionale de la France. Ils n'ont cependant pas le monopole du rachat puisque les mercédaires se fixèrent aussi comme objectif la rédemption des captifs. L'ordre de la Merci fut fondé en 1228, à Barcelone, par Pierre de Nolasque, qui ajouta aux trois vœux traditionnels celui de rester en otage si le rachat ne pouvait se faire autrement⁵¹. Des procès opposèrent les deux ordres, au XVII^e siècle, à propos d'affaires d'héritages. Les missions de rédemption coûtaient en effet très cher, et il fallait trouver des financements pour les mener à leur terme. Outre les héritages, les ordres pouvaient mettre à contribution la monarchie mais aussi les communes pour délivrer les leurs détenus dans les Régences.

Il s'agissait dans un premier temps d'identifier et de localiser les captifs afin d'éviter les erreurs et les fraudes, surtout lorsque les communes finançaient elles-mêmes les opérations de rachat de leurs membres⁵². On dresse ainsi des listes précises pour éviter les erreurs. Ainsi le processus de rachat en se perfectionnant devient-il aussi plus complexe. Les rédempteurs mettent par écrit un certain nombre de caractéristiques qui facilitent la reconnaissance du captif et sa localisation. Pour ce faire, des enquêtes minutieuses sont menées sur les deux rivages de la Méditerranée. Comme le démontre Wolfgang Kaiser :

« Les missions en introduisant des régularités et des procédures assez fiables, alimentent un commerce auquel elles sont censées mettre un terme. Les missions d'ordres religieux ou d'envoyés diplomatiques appellent la fraude : des captifs cherchent à s'enfiler dans les listes établies par les pères ou à se faire passer pour des "co-nationaux" à racheter. [...] Le repérage et l'identification doivent se faire sur les deux rives de la Méditerranée. Il faut ensuite recouper les informations obtenues au Maghreb sur ses sujets en captivité avec celles données dans leur propre pays ou villes, pour assurer le remboursement des sommes dépensées par les communes d'origine, puis par leurs familles⁵³. »

En pratique, pour annoncer aux habitants d'une commune l'organisation d'une mission de rédemption, on procède à des criées publiques. Les trinitaires peuvent donc s'adresser directement aux fidèles, et pour ce faire ils disposent de mandements épiscopaux⁵⁴. Une fois les fonds réunis, les missionnaires rachètent eux-mêmes les captifs, en se déplaçant directement dans les Régences, ou alors ils chargent des marchands de mener l'opération de rachat. Le marchand se rend auprès du consul qui se charge de négocier le rachat avec les autorités ou les particuliers. Cette chaîne de libérateurs se retrouve dans 11 % des contrats de rachat, comme dans le

51. LABORIE, Jean-Claude, « Les ordres rédempteurs et l'instrumentalisation du récit de captivité : l'exemple des trinitaires, entre 1630-1650 », dans MOUREAU, François (dir.), *Captifs en Méditerranée (XVI^e-XVIII^e siècles). Histoires, récits et légendes*, Paris, 2008, p. 95.

52. KAISER, Wolfgang, « Négocier la liberté... », *op. cit.*, p. 521-522.

53. *Ibidem*, p. 519.

54. BERBRUGGER, Adrien, « Voies et moyens du rachat des captifs chrétiens dans les États barbaresques », *R.A.*, v. 11, Alger, 1866, p. 330.

cas du Napolitain Matheo Vitto⁵⁵, qui fut racheté par le consul Léon Delane, sur ordre de Gaspar et Gio Francesco Veronna de Livourne qui tenaient cet ordre du « Seigneur » Gennaro Marra de Naples, qui lui-même l'eut des « Messieurs de la Rédemption » de Naples. Ce rachat fut fait moyennant la somme de 390 piastres qui devaient être payées aux sieurs Veronna. Cette combinaison semble être efficace, car on retrouve les mêmes protagonistes dans le rachat de sept autres captifs napolitains, dont trois le 11 mars 1700, pour des sommes oscillant entre 372 et 430 piastres. Outre la combinaison exposée ci-dessus, on retrouve des missions venant d'autres villes italiennes. Si le nom de l'ordre rédempteur n'est pas précisé dans le cas ci-dessus, il y a des contrats qui évoquent clairement les trinitaires. On peut citer par exemple le rachat groupé, le 27 mars 1754, de trois femmes originaires de Venise, par les trinitaires installés dans la même ville⁵⁶. Dans ce cas-là, le consul n'est pas mentionné et c'est le marchand qui semble avoir négocié la libération. En effet, le sieur Pellegrin Vidary, négociant vénitien résidant à Tripoli, opéra le rachat par ordre et pour compte de « Messieurs les Directeurs de la Vénérable École de la Très Sainte Trinité du rachat des esclaves à Venise », moyennant la somme 39 348 piastres et $\frac{1}{4}$, monnaie de Tripoli. On retrouve la même combinaison dans un contrat du 28 mars 1754⁵⁷ : il s'agit là d'un rachat groupé de sept captifs moyennant la somme de 33 184 piastres, monnaie de Tripoli. On pourrait multiplier les exemples de contrats qui font intervenir des combinaisons consuls/marchands/religieux d'un ordre, ou encore marchands/religieux/marchands. Mais on devine l'intervention du consul, car il est l'un des porte-parole et le défenseur des intérêts des captifs dans les Régences. Il a en effet un rôle de médiateur dans les conflits qui peuvent parfois éclater entre des captifs excédés et des rédempteurs dépassés par les événements. C'est le cas lors de la peste de 1690 qui causa de nombreux ravages dans la population urbaine et rurale de Tripoli. Laurent Charles Féraud évoque cet épisode dans ses *Annales* en ces termes⁵⁸ :

« Le P. di Monreale, préfet de la mission catholique, et deux autres religieux succombèrent à l'épidémie en soignant les esclaves atteints du fléau dans les bagnes. Les infortunés capucins avaient éprouvé peu de temps auparavant des tribulations qui auraient fini d'une manière tragique sans l'intervention du consul de France. Un Vénitien, esclave du bague, avait fomenté contre eux une cabale, les accusant de détourner à leur profit des fonds envoyés d'Europe pour secourir les esclaves et les racheter. Les autorités locales, prêtant l'oreille à ces calomnies, obtinrent du Bey le séquestre des missionnaires et de ce qu'ils possédaient. Lemaire [le consul de France, Claude Lemaire] fit procéder à une enquête qui démontra l'infamie du Vénitien. »

55. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s A 43 contrat du 26 novembre 1699.

56. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 45, contrat du 27 mars 1754.

57. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 45, contrat du 28 mars 1754.

58. FÉRAUD, Laurent Charles, *Annales...*, *op. cit.*, p. 176.

De fait, le consul est bien un personnage central dans la vie des captifs et des esclaves chrétiens en terre musulmane, mais aussi un indispensable interlocuteur.

Les rachats négociés par les laïcs : les consuls et les marchands

Les puissances occidentales avaient progressivement installé des représentants dans les régences barbaresques, avec pour fonction de défendre leurs intérêts. C'est notamment le rôle du consul à qui il revient de gagner le respect du Divan et des Grands de la Régence. Jules Cambon définit en ces termes la fonction consulaire et les raisons de sa pérennité :

« De tous les ressorts qui mettent en mouvement la machine de l'État, les intérêts matériels sont devenus les plus puissants [...]. Jamais n'est apparue plus juste la remarque de Montesquieu que les grandes entreprises de l'industrie et du commerce sont une part essentielle des affaires publiques. Il en résulte que les agents officiels, établis à l'étranger pour veiller aux intérêts de notre commerce et prêter assistance à nos nationaux, ont vu leur personnage grandir : ce sont des consuls⁵⁹. »

Dans toutes leurs fonctions, les consuls sont soutenus par des auxiliaires : les drogman et les chanceliers. Ce personnel diplomatique, consul, chancelier et drogman, nous importe ici pour son action dans le rachat des captifs.

À Tripoli, beaucoup de captifs doivent leur libération à l'intervention des consuls et aux deniers d'un négociant vénitien, Antonio Zarabara, souvent en combinaison avec son compatriote Antonio Passinelo. Mais on retrouve également Zarabara de concert avec les deux négociants Zuanelli et Tolotta de Venise, avec Florio Bonomelly ou encore avec Bernardo Aquilina, tous deux également de Venise... On voit donc que Zarabara dispose d'un très vaste réseau et qu'il tisse une toile de communications et de renseignements entre les deux rives de la Méditerranée. Installé à Tripoli, c'est lui qui reçoit les noms des captifs à racheter, qu'il transmet soit au consul soit à d'autres marchands acteurs de cette « économie de rançon ». Ils sont nombreux à jouer ce rôle : on peut citer aussi des marchands juifs comme Racomin Halfon, souvent de concert avec les marchands de Livourne Abraham et Isaac Del Rio. Ces deux derniers reçoivent l'ordre de rachat de deux autres négociants de Livourne, Gaspard et Jean Francisco Veronne. Autre exemple : le sieur Curiel, marchand juif de Tripoli, qui reçoit ses ordres de rachat de Joseph et Raphaël Franco, marchands juifs de Livourne...

Comme il ressort de ces exemples, les marchands juifs occupent une place importante dans ce commerce des captifs, qui a dès lors pour plaque tournante le port de Livourne. Livourne « constitue un relais essentiel. Cette

59. ULBERT, Jorg, « La fonction consulaire à l'époque moderne : définition, état des connaissances et perspectives de recherche » dans ULBERT, Jorg et LE BOUËDEC, Gérard, dir., *La Fonction consulaire à l'époque moderne. L'affirmation d'une institution économique et politique (1500-1700)*, Paris, 2006.

ville prend, en effet, à partir du milieu du siècle [XVII^e siècle], une place éminente dans la navigation et le commerce méditerranéens. De nombreux juifs s'y sont installés, qui sont en relations d'une part avec leurs congénères de Constantinople et des autres places méditerranéennes de l'Empire ottoman, et d'autre part avec les marchands et trafiquants des ports de Méditerranée occidentale. Livourne vise à prendre la place de Venise, mais n'y réussit que partiellement, en raison notamment de la concurrence de Marseille⁶⁰ ». Et au XVIII^e siècle, Livourne continue d'être un port d'escale et de transit particulièrement fréquenté : c'est le relais des commerçants juifs des échelles méditerranéennes et aussi des Arméniens.

Les marchands, toutes origines confondues, sont responsables de 65 % des rachats. Les négociants, aussi bien chrétiens que juifs, participent fortement au commerce de rachat des captifs. Nous avons trouvé un certain nombre de contrats mentionnant des libérations de captifs par des commerçants turcs, ce qui peut paraître contradictoire. Pourtant, le contrat du 22 novembre 1702 fait état du rachat de Nicolo Rige⁶¹ par Assen, négociant turc. Nicolo Rige, maltais, fut racheté par Assen, « Turcq de la Canée », moyennant la somme de 116 sequins vénitiens. L'affranchi devait, selon le contrat, se rendre à la Canée où il s'engageait à rembourser les 116 sequins dans un délai de deux mois, faute de quoi le contrat de rachat n'aurait plus aucune valeur et Rige deviendrait l'esclave d'Assen. On peut citer encore le rachat d'un captif grec, Manoly Escordilly, le 6 septembre 1755, par deux marchands turcs de l'île de Candie, Ahmed ben Soudaly et Sinal Oglou Moustapha, moyennant la somme de 420 piastres⁶². Manoly Escordilly promet de payer aux deux marchands turcs Soudaly et Sinal Oglou la somme de 420 piastres immédiatement après son arrivée à la Canée. On constate sur les cas relevés que les marchands turcs rachètent les captifs originaires des archipels ioniens, égéens ou de la Grèce.

Une fois le contrat établi, que devenait l'affranchi ? Après le paiement, ce dernier se voyait attribuer une carte franche. Il fallait ensuite, pour qu'il puisse sortir, payer le « droit des portes de la ville » au profit du Divan, sorte de taxe pour quitter le port. Le captif s'embarquait ensuite sur un navire en partance pour un port chrétien, où il restait en quarantaine. Ceux qui avaient été rachetés par les religieux devaient participer à des processions avant de gagner les couvents des rédempteurs, où on leur donnait des vêtements, de la nourriture et l'argent pour rejoindre leur domicile. Ceux qui avaient été libérés grâce aux réseaux de marchands devaient rembourser la somme nécessaire à leur rachat, soit avec les aumônes qu'ils avaient reçues, soit avec l'argent de leurs familles. Ainsi certains captifs précisent-ils dans le contrat de rachat que la somme avancée par le marchand, ou celle du

60. MANTRAN Robert, *L'Empire ottoman...*, op. cit., Partie II, Chap. IX, p. 382.

61. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 44, contrat du 22 novembre 1702.

62. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 46, contrat du 6 septembre 1755.

change maritime, sera rendue par un parent de l'affranchi, en général le père. C'est par exemple le cas d'un captif vénitien, esclave d'Amet Rashany, libéré par le contrat du 26 novembre 1700⁶³. Cependant, « l'étape locale, le remboursement éventuel par la famille ou la contestation, échappe à une documentation sur les missions qui se situe au niveau national, provincial ou celui de la ville. En cas de contestation, les prêtres ou officiers établissent, après leur travail de vérification, des certificats que les consuls ou syndics des communautés envoient au commissaire chargé de l'affaire⁶⁴ ». C'est là une limite de notre connaissance sur le processus de rachat dans sa phase finale, celle du remboursement de la rançon. Mais on voit que de manière générale la frontière entre esclavage et captivité des chrétiens en terre d'islam est assez floue. Pour appréhender ces phénomènes dans toute leur complexité, il faut sans doute comme l'affirme M'Hamed Oualdi « désislamiser » la servitude.

RÉSUMÉ

La réflexion autour de l'asservissement des Blancs en terre ottomane pose plus largement la question du dialogue entre l'Orient musulman et l'Occident chrétien à l'époque moderne, mais aussi de la compréhension de la civilisation orientale par l'Occident. On voit que ces questions, qui sont toujours d'actualité, se posaient déjà à l'époque médiévale, et les temps modernes en héritèrent. À Tripoli, les esclaves sont essentiellement la propriété de l'État, qui en favorise la revente en cas de difficulté économique, ou bien le pacha s'en sert comme monnaie d'échange dans les tractations politiques au lendemain des guerres, quand une puissance comme la France exige la libération de ses ressortissants. Les archives consulaires à Nantes font mention de 318 rachats, qui mettent en lumière les acteurs et les moyens du rachat. On comprend ainsi l'importance de la fonction consulaire, mais aussi celle des réseaux de communication tissée par les marchands, juifs ou turcs, à travers la Méditerranée, du nord au sud mais aussi d'est en ouest.

ABSTRACT

The reflexion about the slavery of Christians in the Ottoman Empire asks more widely the question of the dialogue between the Muslim Orient and the Europe in the modern time, and also the understanding of the oriental civilization by the Europe. Those questions, which are currents events, asked in medieval time and modern time inherit of those questions. At Tripoli, most of the slaves were owned by the Bey and the Pasha who can resale it them during the negotiation with European crown after wars when for instance France asks Tripoli to free French slave. 318 slaves became free after a period of enslavement, and the study of those slaves allowed us to identify the protagonist and the way of redemption. All that stressed the importance of the consul's function and the role of Jew and Turkish merchants in Mediterranean Sea.

63. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, S/s Ac 43, contrat du 26 novembre 1700.

64. KAISER, Wolfgang, « Négocier la liberté... », *op. cit.*, p. 522.